

§ 3. Le bureau d'assistance judiciaire siège les premier et troisième mardis du mois à Termonde, les premier et troisième mercredis à Saint-Nicolas et les premier et troisième lundis à Alost, chaque fois à 14 heures.

§ 4. Les introductions se font devant chaque chambre aux jours et heures mentionnées ci-dessus, et devant la première chambre pour les affaires non visées aux articles 578 à 583 du Code judiciaire.

Art. 3. Les chambres peuvent selon les besoins du service, tenir des audiences extraordinaires dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures, avec l'accord du président du tribunal.

Art. 4. Le président peut, selon les besoins du service et après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, décider de faire tenir par une ou plusieurs chambres des audiences supplémentaires dont il fixe les jours et heures.

Art. 5. Le président peut, en outre, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, modifier temporairement le nombre et les attributions des chambres.

Dans ce cas, comme dans celui qui est prévu à l'article 4, son ordonnance est affichée au greffe et le premier président de la cour du travail en est immédiatement informé.

Art. 6. Le président du travail fixe, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, les jours et heures des audiences de vacations et désigne les magistrats qui doivent y siéger.

Le président peut, en tout temps, modifier ce tableau selon les besoins.

Art. 7. L'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Termonde, modifié par les arrêtés royaux des 15 mai 1972 et 21 juin 1974, est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 2 septembre 1985.

Art. 9. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 20 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

F. 81 — 1890

20 AOUT 1985

Arrêté royal fixant le règlement particulier du tribunal du travail d'Audenarde

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 81, modifié par les lois des 30 juin 1971 et 4 août 1978, les articles 82, 83 et 86, l'article 88, modifié par la loi du 15 juillet 1970, les articles 89 à 91, l'article 92, modifié par la loi du 28 juin 1974 et les articles 93, 95 et 96;

Vu l'arrêté royal du 21 juillet 1970 relatif à l'institution de sections dans les cours du travail, les tribunaux de première instance, les tribunaux du travail, les tribunaux de commerce et les tribunaux de police, notamment l'article 3, § 8, modifié par l'arrêté royal du 5 janvier 1983;

Vu les avis du premier président de la cour du travail de Gand, du premier président de la cour d'appel de Gand et du procureur général à Gand, du président du tribunal du travail d'Audenarde, de l'auditeur du travail à Audenarde, du greffier en chef du tribunal du travail d'Audenarde et du bâtonnier de l'Ordre des avocats d'Audenarde;

§ 3. Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting op de eerste en de derde dinsdag te Dendermonde, de eerste en de derde woensdag te Sint-Niklaas en de eerste en de derde maandag te Aalst, telkens te 14 uur.

§ 4. De inleidingen geschieden voor iedere kamer op dag en uur hierboven bepaald en voor de eerste kamer wat de zaken betreft die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 3. De kamers kunnen volgens de behoeften van de dienst buitengewone zittingen houden, waarvan zij zelf de dagen en uren bepalen in overeenstemming met de voorzitter van de rechtbank.

Art. 4. Indien de behoeften van de dienst het vergen, kan de voorzitter, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, beslissen dat één of meer kamers bijkomende zittingen zullen houden op de dagen en uren die hij vaststelt.

Art. 5. De voorzitter kan ook, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, het aantal kamers en de bevoegdheden ervan tijdelijk wijzigen.

In dit geval, alsmede in het geval van artikel 4, wordt zijn beschikking ter griffie aangeplakt en onmiddellijk ter kennis gebracht van de eerste voorzitter van het arbeidshof.

Art. 6. De voorzitter bepaalt, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, dag en uur van de vakantiezittingen en wijst de magistraten aan die er zitting zullen houden.

De voorzitter kan te allen tijde die lijst wijzigen volgens de behoeften van de dienst.

Art. 7. Het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Dendermonde, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 mei 1972 en 21 juni 1974, wordt opgeheven.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 2 september 1985.

Art. 9. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 20 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

N. 85 — 1890

20 AUGUSTUS 1985

Koninklijk besluit tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Oudenaarde

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 81, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1971 en 4 augustus 1978, op de artikelen 82, 83 en 86, op artikel 88, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, op de artikelen 89 tot 91, op artikel 92, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1974 en op de artikelen 93, 95 en 96;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juli 1970 betreffende de instelling van afdelingen in de arbeidshoven, de rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken, de rechtbanken van koophandel en de politierechtbanken, inzonderheid op artikel 3, § 8, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 januari 1983;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Gent, van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Gent en van de procureur-generaal te Gent, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Oudenaarde, van de arbeidsauditeur te Oudenaarde, van de hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Oudenaarde en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Oudenaarde;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le tribunal du travail d'Audenarde se compose de six chambres siégeant à Audenarde et à Zottegem.

La première chambre connaît des contestations prévues à l'article 578, 1^o, 2^o, 3^o, 7^o en 8^o du Code judiciaire lorsqu'elles concernent les employés, des affaires prévues aux articles 580, 1^o et 4^o, 582, 3^o et 4^o du même Code, et de l'application aux employeurs des sanctions administratives prévues à l'article 583 de ce Code.

La deuxième chambre connaît des contestations prévues à l'article 578, 1^o, 2^o, 3^o, 7^o en 8^o du Code judiciaire lorsqu'elles concernent les ouvriers, et des affaires prévues aux articles 578, 4^o, 5^o et 6^o et 579 du même Code.

La troisième chambre connaît des contestations prévues à l'article 580 du Code judiciaire à l'exception de celles prévues aux 1^o et 4^o du même article.

La quatrième chambre connaît des contestations prévues à l'article 581 du Code judiciaire et de l'application aux travailleurs indépendants des sanctions administratives prévues à l'article 583 du même Code.

La cinquième chambre connaît des matières prévues à l'article 582, 1^o et 2^o du Code judiciaire.

La sixième chambre connaît des contestations prévues à l'article 34ter, § 4, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Les différentes chambres connaissent, en outre, selon la répartition qui en est faite par le président du tribunal, des autres matières dont les juridictions du travail prennent connaissance en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières non visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire.

Art. 2. Les chambres siègent aux jours et lieux suivants :

la première chambre à Audenarde les premier jeudi et quatrième lundi du mois et à Zottegem le premier mardi du mois, chaque fois à 14 h 30 m;

la deuxième chambre à Audenarde le deuxième jeudi du mois et à Zottegem le deuxième mardi du mois, chaque fois à 14 h 30 m;

la troisième chambre à Audenarde les deux premiers lundis et le troisième jeudi du mois et à Zottegem les deuxième vendredi et troisième mardi du mois, chaque fois à 14 h 30 m;

la quatrième chambre à Audenarde le quatrième jeudi du mois et à Zottegem le quatrième mardi du mois, chaque fois à 14 h 30 m;

la cinquième chambre à Audenarde le troisième jeudi du mois et à Zottegem le troisième mardi du mois, chaque fois à 14 heures;

la sixième chambre à Audenarde le troisième jeudi du mois et à Zottegem le troisième mardi du mois, chaque fois à 14 heures.

Art. 3. Le président peut, selon les besoins du service et après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, décider de faire tenir par une ou plusieurs chambres des audiences supplémentaires dont il fixe les jours et heures.

Art. 4. Les introductions se font, devant chaque chambre et conformément aux compétences déterminées à l'article 1er, à Audenarde à l'audience du jeudi et à Zottegem à l'audience du mardi.

Les affaires visées au dernier alinéa de l'article 1er sont introduites, devant la première chambre, aux audiences prévues par cette chambre.

Art. 5. Les audiences de référé et celles auxquelles les règles de procédure en matière de référé sont applicables, se tiennent à Audenarde le jeudi et à Zottegem le mardi, à 10 heures. Le bureau d'assistance judiciaire siège à Audenarde le quatrième jeudi du mois et à Zottegem le quatrième mardi du mois, chaque fois à 14 heures.

Art. 6. L'arrêté royal du 10 juillet 1975 fixant le règlement particulier du tribunal du travail d'Audenarde est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 2 septembre 1985.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De arbeidsrechtbank te Oudenaarde bestaat uit zes kamers, die zitting houden te Oudenaarde en te Zottegem.

De eerste kamer neemt kennis van de zaken bepaald in artikel 578, 1^o, 2^o, 3^o, 7^o en 8^o van het Gerechtelijk Wetboek wat de bedienden betreft, van de zaken bepaald in de artikelen 580, 1^o en 4^o, 582, 3^o en 4^o van hetzelfde wetboek en van de toepassing op de werkgevers van de administratieve sancties zoals bepaald in artikel 583 van hetzelfde Wetboek.

De tweede kamer neemt kennis van de zaken bepaald in artikel 578, 1^o, 2^o, 3^o, 7^o en 8^o van het Gerechtelijk Wetboek wat de arbeiders betreft en in de artikelen 578, 4^o, 5^o en 6^o, en 579 van hetzelfde Wetboek.

De derde kamer neemt kennis van de zaken bepaald in artikel 580 van het Gerechtelijk Wetboek, met uitzondering van deze bepaald in het 1^o en 4^o van hetzelfde artikel.

De vierde kamer neemt kennis van de zaken bepaald in artikel 581 van het Gerechtelijk Wetboek en van de toepassing op de zelfstandigen van de administratieve sancties zoals bepaald in artikel 583 van hetzelfde Wetboek.

De vijfde kamer neemt kennis van de zaken bepaald in artikel 582, 1^o en 2^o van het Gerechtelijk Wetboek.

De zesde kamer neemt kennis van de geschillen bepaald in artikel 34ter, § 4, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Daarenboven neemt elke kamer, overeenkomstig de verdeling gedaan door de voorzitter, kennis van de andere zaken waarvan de arbeidsgerechten kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende aangelegenheden die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 2. De kamers houden zitting op de volgende dagen en plaatsen :

de eerste kamer te Oudenaarde op de eerste donderdag en de vierde maandag van de maand, en te Zottegem op de eerste dinsdag van de maand, telkens te 14 u. 30 m.;

de tweede kamer te Oudenaarde op de tweede donderdag van de maand, en te Zottegem op de tweede dinsdag van de maand, telkens te 14 u. 30 m.;

de derde kamer te Oudenaarde op de eerste maandag, de tweede maandag en de derde donderdag van de maand, te Zottegem op de tweede vrijdag en de derde dinsdag van de maand, telkens te 14 u. 30 m.;

de vierde kamer te Oudenaarde op de vierde donderdag van de maand, en te Zottegem op de vierde dinsdag van de maand, telkens te 14 u. 30 m.;

de vijfde kamer te Oudenaarde op de derde donderdag van de maand, en te Zottegem op de derde dinsdag van de maand, telkens te 14 uur;

de zesde kamer te Oudenaarde op de derde donderdag van de maand, en te Zottegem op de derde dinsdag van de maand, telkens te 14 uur.

Art. 3. Indien de behoeften van de dienst het vergen, kan de voorzitter, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, beslissen dat één of meer kamers bijkomende zittingen zullen houden op de dagen en uren die hij vaststelt.

Art. 4. De inleidingen geschieden voor elke kamer, volgens haar bevoegdheid bepaald in artikel 1, te Oudenaarde op de terechtzittingen van donderdag, en te Zottegem op de terechtzittingen van dinsdag.

De zaken bedoeld in het laatste lid van artikel 1 worden ingeleid voor de eerste kamer op de inleidingszittingen zoals deze voor die kamer zijn vastgesteld.

Art. 5. De zittingen in kort geding en die waarop de procedureregelen inzake kort geding van toepassing zijn, worden gehouden te Oudenaarde op donderdag en te Zottegem op dinsdag, te 10 uur. Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting te Oudenaarde op de vierde donderdag van de maand, en te Zottegem op de vierde dinsdag van de maand, telkens te 14 uur.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 10 juli 1975 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Oudenaarde wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 2 september 1985.

Art. 8. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 20 août 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

F. 81 — 1891

20 AOUT 1985
Arrêté royal fixant le règlement particulier
du tribunal du travail de Bruges

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 81, modifié par les lois des 30 juin 1971 et 4 août 1978, les articles 82, 83 et 86, l'article 88, modifié par la loi du 15 juillet 1970, les articles 89 à 91, l'article 92, modifié par la loi du 28 juin 1974 et les articles 93, 95 et 96;

Vu l'arrêté royal du 21 juillet 1970 relatif à l'institution de sections dans les cours du travail, les tribunaux de première instance, les tribunaux du travail, les tribunaux de commerce et les tribunaux de police, notamment l'article 3, § 2;

Vu les avis du premier président de la cour du travail de Gand, du premier président de la cour d'appel de Gand et du procureur général à Gand, du président du tribunal du travail de Bruges, de l'auditeur du travail à Bruges, du greffier en chef du tribunal du travail de Bruges et du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Bruges;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le tribunal du travail de Bruges se compose de onze chambres, de deux bureaux d'assistance judiciaire et de deux chambres de référé répartis en deux sections territoriales :

— dans la section de Bruges siègent les première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième chambres, de même qu'une chambre de référé et un bureau d'assistance judiciaire;

— dans la section d'Ostende siègent les septième, huitième, neuvième, dixième et onzième chambres, de même qu'une chambre de référé et un bureau d'assistance judiciaire.

Les première, deuxième, troisième, sixième, septième, huitième et neuvième chambres connaissent des matières prévues aux articles 578, 579, 580, 582, 3^o et 4^o du Code judiciaire et de l'application aux employeurs et travailleurs salariés, de l'article 583 du même Code.

Les quatrième et dixième chambres connaissent des contestations prévues à l'article 581 du Code judiciaire et de l'application aux travailleurs indépendants, de l'article 583 du même Code.

Les cinquième et onzième chambres connaissent des matières prévues à l'article 582, 1^o et 2^o du Code judiciaire; le président de ces chambres, siégeant seul, connaît des contestations prévues à l'article 34^{ter}, § 4, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité et tous les autres litiges à régler par un juge unique.

Les différentes chambres connaissent, en outre, selon la répartition qui en est faite par le président du tribunal, des autres matières dont les juridictions du travail prennent connaissance en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières non visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire.

Art. 2. Les chambres siègent aux jours et heures suivants :

Dans la section de Bruges :

l'audience de référé : chaque jeudi à 14 h 30 m;

la première chambre : les quatre premiers mercredis du mois à 15 heures;

la deuxième chambre : les quatre premiers vendredis du mois à 15 heures;

Art. 8. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 20 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

N. 85 — 1891

20 AUGUSTUS 1985
Koninklijk besluit tot vaststelling van het bijzonder reglement
voor de arbeidsrechtbank te Brugge

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 81, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1971 en 4 augustus 1978, op de artikelen 82, 83 en 86, op artikel 88, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, op de artikelen 89 tot 91, op artikel 92, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1974 en op de artikelen 93, 95 en 96;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juli 1970 betreffende de instelling van afdelingen in de arbeidshoven, de rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken, de rechtbanken van koophandel en de politierechtbanken, inzonderheid op artikel 3, § 2;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Gent, van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Gent en van de procureur-generaal te Gent, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Brugge, van de arbeidsauditeur te Brugge, van de hoofdgreffier van de arbeidsrechtbank te Brugge en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Brugge;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De arbeidsrechtbank te Brugge bestaat uit elf kamers, twee bureau's voor rechtbijstand en twee kamers voor het kort geding, die verdeeld zijn in twee territoriale afdelingen :

— in de afdeling te Brugge zetelen de eerste, tweede, derde en vierde, vijfde en zesde kamer, alsmede een kamer voor het kort geding en een bureau voor rechtbijstand;

— in de afdeling te Oostende zetelen de zevende, achtste, negende, tiende en elfde kamer, alsmede een kamer voor het kort geding en een bureau voor rechtbijstand.

De eerste, tweede, derde, zesde, zevende, achtste en negende kamer nemen kennis van de zaken bepaald in de artikelen 578, 579, 580, 582, 3^o en 4^o van het Gerechtelijk Wetboek en van de toepassing van het artikel 583 van hetzelfde Wetboek op de werkgevers en de werknemers.

De vierde en de tiende kamer nemen kennis van de zaken bepaald in het artikel 581 van het Gerechtelijk Wetboek en van de toepassing van het artikel 583 van hetzelfde Wetboek op de zelfstandigen.

De vijfde en de elfde kamer nemen kennis van de zaken bepaald in het artikel 582, 1^o en 2^o van het Gerechtelijk Wetboek; de voorzitter van deze kamers, alleen rechtsprekend, neemt ook kennis van de betwistingen bedoeld bij het artikel 34^{ter}, § 4 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering en van alle andere geschillen, die voor een algemeenrechtelijk rechter dienen behandeld te worden.

Daarenboven neemt elke kamer, overeenkomstig de verdeling gedaan door de voorzitter, kennis van de andere zaken waarvan de arbeidsgerechten kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende aangelegenheden die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 2. De kamers houden zitting op de volgende plaatsen en dagen :

In de afdeling Brugge :

kort geding : elke donderdag, om 14 u. 30 m.;

de eerste kamer : op de eerste, tweede, derde en vierde woensdag van de maand, om 15 uur;

de tweede kamer : op de eerste, tweede, derde en vierde vrijdag van de maand, om 15 uur;